

Les enfants et les innocents ne méritent pas d'être punis pour les actes du Hamas

Partage international n° [423](#) - Novembre 2023

par Jake Johnson

Le 11 octobre 2023, le sénateur américain Bernie Sanders a qualifié le siège total de la bande de Gaza par Israël de violation du droit international et a exhorté l'administration Biden à collaborer avec la communauté internationale pour mettre fin à l'escalade de la violence, qui a déjà fait de nombreuses victimes civiles en Israël et dans les territoires palestiniens occupés.

« *Le meurtre de civils est un crime de guerre, quel qu'en soit l'auteur* », a déclaré le sénateur américain Bernie Sanders.

« *Ce n'est un secret pour personne que Gaza est une prison à ciel ouvert, où des millions de personnes luttent pour se procurer les produits de première nécessité*, a rappelé B. Sanders dans un communiqué le 13 octobre. *Le terrorisme du Hamas rendra beaucoup plus difficile la lutte contre cette réalité tragique et enhardira les extrémistes des deux camps, perpétuant le cycle de la violence.* »

Il se félicite de l'offre de « *solidarité et de soutien à Israël* » par l'administration Biden à la suite de l'attaque meurtrière du Hamas, « *nous devons insister sur la retenue des forces israéliennes qui attaquent Gaza et œuvrer pour garantir l'accès de l'aide humanitaire de l'Onu. N'oublions pas que la moitié des deux millions d'habitants de Gaza sont des*

enfants, a-t-il poursuivi. Les enfants et les innocents ne méritent pas d'être punis pour les actes du Hamas. »

Des centaines d'enfants et plus d'un millier de personnes ont été tués par les frappes aériennes israéliennes qui ont déferlées sur la bande de Gaza, densément peuplée, après que des hommes armés du Hamas eurent franchi la frontière israélienne et massacré des centaines de civils.

B. Sanders a ajouté que la communauté internationale devrait s'attacher à « *réduire les souffrances humaines et à protéger les innocents des deux côtés de ce conflit* ».

Le 10 octobre, le président des Etats-Unis, Joe Biden, a confirmé que des armes américaines étaient destinées à Israël et n'a pas appelé à un cessez-le-feu, contrairement à un nombre croissant de parlementaires américains et de responsables gouvernementaux dans le monde. J. Biden n'a pas non plus mentionné le blocus israélien, que B. Sanders a qualifié de « *grave violation du droit international qui ne fera que nuire à des civils innocents. [...] Le bombardement de civils est un crime de guerre, quel qu'en soit l'auteur* », a conclu B. Sanders.

Israël, Palestine **Auteur** : Jake Johnson, journaliste à Common Dreams.

Sources : commondreams.org

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers